

CONSEIL NATIONAL
Session d'automne 2023

Heure des questions du 18 septembre 2023

(Art. 31 du règlement du Conseil national)

Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication

23.7470 Page. Assainissement des buttes pare-balles. Où sont les indemnités de la Confédération ?

En février 2018, le conseiller national Werner Salzmann demandait à la Confédération de verser des indemnités à hauteur de 40% des coûts imputables pour l'assainissement des buttes pare-balles. D'abord annoncée pour début 2022, l'entrée en vigueur de la motion acceptée est plutôt prévue, selon l'OFEV, pour fin 2024, sans garantie ! Une situation délicate pour les communes responsables des installations de tir et de la planification des travaux.

A quand donc l'arrivée des indemnités fédérales ?

23.7471 Marti Samira. Nouvel arrêt RER Bâle Morgartenring

Le Conseil fédéral a adopté son message concernant l'état d'avancement des étapes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire le 16 août dernier. Étonnamment, il n'a pas alloué de fonds pour la planification du futur arrêt RER Bâle Morgartenring, pourtant prévu.

1. Comment le Conseil fédéral envisage-t-il de raccorder la plus grande commune du canton de Bâle-Campagne au réseau RER à l'avenir ?
2. Pourquoi a-t-il renoncé à intégrer l'arrêt RER Bâle Morgartenring dans son message ?

23.7472 Marti Samira. Désenchevêtrement de Pratteln

Dans le message relatif à l'état d'avancement des étapes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire, la Confédération déclare qu'elle renonce à réaliser la deuxième étape de désenchevêtrement de Pratteln. Ce projet à 500 millions de francs devait constituer la première étape vers la mise en place d'une cadence au quart d'heure en direction de Rheinfelden.

1. Pourquoi le Conseil fédéral renonce-t-il à cette étape ?
2. Quand pense-t-il mettre en place une cadence au quart d'heure vers Rheinfelden ?

23.7473 Marti Samira. Aménagement du nœud ferroviaire d'Olten

Les correspondances à Sissach souffrent du conflit d'utilisation entre le transport de marchandises et la ligne S9, en raison duquel les trains ne peuvent plus arriver en gare d'Olten à l'heure habituelle et les trains concernés doivent partir plus tôt de Sissach. Le problème pourrait être résolu en construisant une voie supplémentaire et/ou un aiguillage sur la voie 1 à Olten.

Le Conseil fédéral a-t-il connaissance de ce conflit et est-il envisageable pour lui de réaliser un tronçon de voie supplémentaire ?

23.7482 Wyss. Comment éviter de devoir fermer le pont Margarethen à l'avenir ?

À la suite d'une étude sur le maintien de la qualité, le pont Margarethen à Bâle a dû être fermé pour des raisons de sécurité. Cette fermeture entraîne d'importantes déviations, ce qui rend la situation particulièrement difficile pour les usagers qui empruntent d'ordinaire cet axe central.

La procédure de contrôle des CFF et la norme SIA correspondante suffisent-elles à empêcher de telles fermetures et à anticiper les travaux de maintenance ?

Qui prend en charge les coûts supplémentaires qu'ont le canton et les entreprises de transports publics à cause de telles fermetures ?

23.7483 Schneeberger. Enfin mettre en service les raccordements à la fibre optique

En 2020, la Commission de la concurrence (COMCO) a interrompu le déploiement de la fibre optique par Swisscom en ordonnant des mesures provisionnelles à son encontre, car elle estime que l'architecture des réseaux adoptée, avec une seule ligne d'alimentation entre le central de raccordement et le puits de route, est contraire aux règles de la concurrence. Les raccordements sont maintenant bloqués depuis plus de deux ans. Swisscom a reçu une décision de la COMCO à laquelle elle doit répondre d'ici la mi-septembre 2023.

En sa qualité de propriétaire, le Conseil fédéral interviendra-t-il afin que les raccordements des PME concernées puissent enfin être mis en service ?

23.7485 Munz. Pourquoi différents acteurs sont-ils en mesure de quantifier les coûts du recul de la biodiversité, alors que le Conseil fédéral n'y parvient apparemment pas ?

Le Conseil fédéral a répondu comme suit à mon interpellation 22.4068 : « Les coûts de la perte de la biodiversité que les réformes des subventions permettent d'éviter ne peuvent pas être chiffrés de manière générale ».

Pourquoi l'ARE a-t-il pu estimer à 12-14 milliards de francs la diminution des effets dommageables de la mobilité sur l'environnement durant la crise du COVID-19 en 2020 ? Le Conseil fédéral met-il ces résultats en doute ?

Pourquoi les autres offices fédéraux ne peuvent-ils pas estimer la perte de biodiversité ?

23.7495 Brenzikofer. Message 2023 relatif à l'état d'avancement des étapes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire

Sans désenchevêtrement des lignes ferroviaires en direction du Fricktal et de l'Ergolzthal à Pratteln, l'aménagement du RER est fortement compromis. La cadence au quart d'heure vers Liestal le montre déjà : la limite de capacité du tronçon est atteinte et la stabilité de l'horaire limitée.

Le Conseil fédéral est-il conscient qu'il crée ainsi un goulet d'étranglement à Pratteln pour le RER trinational, ce qui met en danger l'ensemble du projet ?

23.7496 Brenzikofer. Message 2023 relatif à l'état d'avancement des étapes d'aménagement de l'infrastructure ferroviaire

Le désenchevêtrement des lignes ferroviaires à Pratteln est nécessaire pour l'aménagement du RER dans la région de Bâle.

Le Conseil fédéral est-il conscient qu'en adoptant le message 2023, il ignore la volonté que le peuple a exprimée en 2014 en faveur de l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire ?

Dans quels autres projets les fonds prévus pour le désenchevêtrement de Pratteln (environ un demi-milliard de francs suisses) ont-ils été engloutis ?

23.7504 Masshardt. Nouvelles directives de conception pour mieux pouvoir réparer tablettes et téléphones portables

Fin août 2023, l'Union européenne a mis en vigueur de nouvelles directives pour la conception des tablettes et des téléphones portables, qui devront être appliquées d'ici juin 2025 (Règlement (UE) 2023/1670). Les tablettes et les téléphones portables seront réparables et utilisables plus longtemps grâce à des pièces de rechange et à des mises à jour logicielles disponibles plus longtemps.

Quand le Conseil fédéral prévoit-il de transposer ces directives dans le droit suisse ?

23.7519 Fluri. Plan d'action pour la biodiversité. Participation des cantons et des autres acteurs concernés

Le Conseil fédéral a chargé le DETEC de préparer d'ici mi-2024 les mesures de la deuxième phase du plan d'action biodiversité applicable à partir de 2025. Il a promis à plusieurs reprises d'associer les parties prenantes aux travaux (22.7910, 21.3183, 20.4604). Il a même été question d'un processus participatif pour l'élaboration de la prochaine phase du plan d'action. Or il ne reste plus que quelques mois pour ce faire. Quand débutera la participation des cantons et des acteurs concernés et comment sera-t-elle organisée ?

23.7521 Fehlmann Rielle. La Poste: incitation inappropriée!

De nombreux citoyens et citoyennes ont reçu une lettre personnalisée de La Poste les encourageant à apposer un autocollant afin d'accepter les publicités commerciales susceptibles de leur procurer des avantages, bons de réduction, etc.

A l'heure du développement durable où l'on essaie plutôt de réduire le volume de papier qui est souvent directement jeté, cette incitation n'est-elle pas totalement inappropriée?

Le Conseil fédéral ne doit-il pas rappeler à La Poste sa mission première?

23.7527 Munz. Le gaspillage de viande est apparemment à l'origine de la plus forte empreinte écologique par personne en matière de gaspillage alimentaire. Que fait la Confédération pour y remédier ?

Il ressort du « Plan d'action contre le gaspillage alimentaire » que le gaspillage de la viande a l'impact environnemental par personne le plus important, notamment dans la transformation et la consommation des ménages. Le Conseil fédéral s'attaque à ce gaspillage notamment par le biais d'accords qui fixent des objectifs de réduction.

- Quelles mesures prend-il contre le gaspillage de viande dans les ménages ?

- Que prévoit-il de faire si les objectifs intermédiaires ne sont pas atteints d'ici 2025 ?

23.7530 Glarner. La Poste a-t-elle payé une forêt à prix d'or pour y chasser ?

La Poste a payé quatre fois le prix du marché pour acheter une forêt en Allemagne. C'est un véritable scandale ! Mais peut-être que le véritable intérêt de cette forêt est d'en faire une chasse gardée.

1. Pourquoi un prix aussi exorbitant a-t-il été accepté ?

2. D'autres options ont-elles été examinées ?

3. Est-il vrai que plusieurs des personnes de la Poste impliquées dans la transaction sont davantage intéressées par le terrain et le joli pavillon de chasse que par la forêt elle-même ?

4. Le bail de chasse fera-t-il l'objet d'un appel d'offres public ?

23.7531 Schneider Schüttel. Arrêté sur le réseau des routes nationales - tronçon Thielle-Morat

La route reliant Morat à Anet à travers le Grand-Marais fait partie des routes nationales. Elle est plutôt en mauvais état et la séparation entre le trafic motorisé et le trafic cycliste n'est pas idéale compte tenu des vitesses élevées. Un tracé direct est en outre prévu pour la sortie de l'autoroute en direction d'Anet (sans détour par le giratoire du Löwenberg). Est-il également prévu de modifier la sortie ?
Si oui, quand ?
Quand la Moosstrasse sera-t-elle rénovée ?

23.7532 Fivaz Fabien. Régulation de l'azote dans les cours d'eau - agriculture et stations d'épuration

Comme mesures contre la prolifération des cyanobactéries, le Conseil fédéral mentionne la réduction des apports d'azote (N) provenant des STEP (voir la motion 20.4261) et la trajectoire de réduction des éléments fertilisants dans l'agriculture. Selon Aqua&Gas, les STEP rejettent 20'000 t N/an dans les eaux suisses, l'agriculture 100'000 t N/an.
- Ces chiffres sont-ils corrects ?
- Quelle a été la réduction (en t de N) des STEP ces 10 et 20 dernières années ?
Et la réduction de l'agriculture ?

23.7544 Buffat. Police des transports

Le Conseil fédéral est-il disposé à (ré)évaluer la mise à disposition de pistolets à impulsion électrique (taser) à tout ou partie du personnel de la police des transports pour l'ensemble ou une partie de ses missions ?
Comment se positionne-t-il face à une telle proposition ?

23.7546 Imboden. Compensation des surfaces d'assolement lors de la construction de routes nationales

À ma question 23.7271, le Conseil fédéral a répondu qu'en cas d'utilisation, pour les routes nationales, de surfaces d'assolement, celles-ci devraient être entièrement compensées en termes de surface et de qualité.
- Comment et où ces surfaces seront-elles compensées ?
- Selon quel principe les coûts engendrés seront-ils pris en charge (origine des coûts, vérité des coûts) ?

23.7549 Regazzi. Après les loups, les ours ?

Après l'attaque mortelle d'un jeune coureur dans le Trentin, en juin 2023, le président de la région autonome italienne a évoqué la possibilité de déplacer un nombre considérable d'ours dans d'autres pays européens afin de maîtriser l'expansion de ces plantigrades dans la région. La Suisse fait partie des pays évoqués.
Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes:
1) Y a-t-il eu des contacts dans ce sens ?
2) Si oui, quelle est la position du gouvernement ?

23.7553 Trede. Après le « Train de mesures sur le climat pour l'administration fédérale », quand le Conseil fédéral adoptera-t-il un « Train de mesures sur la biodiversité pour l'administration fédérale » ?

Début 2022, le Conseil fédéral a annoncé que l'administration fédérale devait atteindre la neutralité climatique d'ici 2030 grâce au « Train de mesures sur le climat pour l'administration fédérale ». Dans sa réponse à l'interpellation 22.3840, il a relevé que la perte de biodiversité et les changements climatiques étaient étroitement liés et que les mesures visant à maîtriser les deux crises devaient être combinées autant que possible.

- Quand le Conseil fédéral adoptera-t-il un « Train de mesures sur la biodiversité pour l'administration fédérale » ?

- Quelles sont les mesures prises par l'administration pour faire face à la crise de la biodiversité ?

23.7564 Marchesi. Quelle a été l'augmentation de la population de loups?

Le loup est devenu un problème pour l'agriculture et en particulier pour l'agriculture de montagne, dont il menace l'existence.

Quelle a été l'augmentation de la population de loups ces dernières années?

23.7576 Rüegger. Combien d'attaques de loups les paysans devront-ils encore tolérer ?

Depuis 2020, la population de loups augmente de manière exponentielle. Elle compte aujourd'hui 30 meutes et 300 individus, soit trois fois plus qu'il y a trois ans. L'année dernière, les loups ont tué environ 1500 animaux de rente (moutons, chèvres, veaux, vaches, chevaux, etc.).

Quelles sont les prévisions du Conseil fédéral concernant l'évolution de la population lupine si l'on n'intervient pas rapidement pour la réguler ?

23.7617 Graber. Combien y a-t-il de loups en Valais ?

Le parc national de Yellowstone aux États-Unis compte actuellement 108 loups répartis sur une superficie de 8991 km². Le canton du Valais quant à lui a une superficie de 5224 km².

Le Conseil fédéral sait-il combien il y a de loups en Valais et comment leur nombre est compatible avec l'agriculture et la société civile ?

23.7567 Trede. Loi fédérale sur l'application du génie génétique au domaine non humain : le Conseil fédéral est-il sur la bonne voie ?

Conformément à l'art. 37a LGG, le Conseil fédéral a jusqu'à la fin du premier semestre 2024 pour proposer un système d'homologation fondé sur les risques.

- Ce délai sera-t-il respecté ?

- Quelles conséquences les récentes décisions de l'UE auront-elles sur les délais ?

23.7572 Glarner. Acquisition de forêts par la Poste

D'après les médias, la Poste suisse est en train d'acquérir une forêt en Thuringe. Les millions dépensés pour cette forêt font à juste titre grincer des dents la population qui voit par ailleurs que la Poste ferme des filiales, augmente ses tarifs et risque même de licencier du personnel.

Faut-il s'attendre à ce que la Poste achète d'autres forêts, ou le Conseil fédéral, responsable en la matière, est-il en mesure d'intervenir pour stopper de tels projets ?

23.7575 Strupler. Agissons maintenant !

Le loup cause d'importants dommages et cette situation est devenue très problématique. Le Conseil fédéral est-il conscient qu'il est grand temps de prendre des mesures correctives ?

23.7579 Klopfenstein Broggini. Participation à la prise de position sur la nouvelle ordonnance sur la chasse

Fin août, l'OFEV a invité un groupe exclusif de 7 organisations triées sur le volet à prendre position sur la nouvelle OChP concernant le loup. Mais toutes les organisations forestières étaient exclues, bien que le loup ait une influence directe sur l'écosystème forestier. Tous les partis politiques n'ont également été pas invités. Le Conseil fédéral pense-t-il pouvoir trouver ainsi une bonne solution pour la coexistence du loup et de l'économie alpestre ?

23.7580 Rüeegger. Accorder plus d'importance à la protection des hommes et des animaux de rente qu'à celle du loup

Le Conseil fédéral convient-il que la protection des hommes et des animaux de rente est plus importante que celle d'un prédateur comme le loup, dont l'appétit est insatiable ? Dans l'affirmative, est-il prêt à tout entreprendre dans le cadre de la législation pour garantir la protection de la population et des animaux de rente, y compris à autoriser les tirs de défense en cas d'attaque de loups ?

23.7608 Clivaz Christophe. Pourquoi abattre des meutes de loups indépendamment du risque de dégâts aux animaux de rente ?

Quelles sont les bases scientifiques qui ont amené le Conseil fédéral à proposer dans son ordonnance sur la chasse, mise récemment en consultation restreinte:

- de découper la Suisse en 5 régions de régulation des meutes de loups et de définir dans chacune de ces régions une valeur seuil pour ces meutes?
- de permettre d'abattre tous les loups d'une meute une fois cette valeur seuil dépassée, indépendamment des risques de dégâts causés aux animaux de rente agricoles?

23.7611 Roduit. Péril dans la bergerie

L'annonce et les conditions de tirs de régulation de meutes de loups à partir du 1er décembre 2023 suscite des réactions incompréhensibles de la part des défenseurs de ce grand prédateur et cela au mépris des craintes légitimes exprimées quotidiennement par les populations concernées. Le Conseil fédéral est-il prêt à résister à ces pressions en accélérant et accentuant les tirs de régulation pour éviter des conflits croissants entre la prolifération du loup et les activités humaines ?

23.7577 Jauslin. Pourquoi le Conseil fédéral ne s'en tient-il pas à l'ordonnance sur les enquêtes de sécurité en cas d'incident dans le domaine des transports ?

Selon l'ordonnance sur les enquêtes de sécurité en cas d'incident dans le domaine des transports, le Service suisse d'enquête de sécurité (SESE) est une commission extraparlamentaire qui se compose de trois à cinq spécialistes indépendants des domaines des transports concernés.

Pourquoi le Conseil fédéral ne veille-t-il pas, lors des prochaines élections, à ne retenir pour cette commission que des experts du domaine des transports ?

Pourquoi n'augmente-t-il pas le nombre de membres de cette commission à cinq, afin d'améliorer la qualité, régulièrement critiquée, des processus de la SESE ?

23.7583 Cattaneo. Assurer la circulation sur l'axe du Saint-Gothard tout au long de l'année

Au vu des événements récents sur l'axe du Saint-Gothard (tunnels ferroviaire et routier), le Conseil fédéral ne pense-t-il pas qu'il serait judicieux de garantir le transit par le col toute l'année, au moins jusqu'à ce que le second tube du tunnel routier soit opérationnel? Pour mémoire, des cols moins essentiels sont ouverts toute l'année alors que le Saint-Gothard est l'axe Nord-Sud le plus important du pays.

23.7593 Seiler Graf. Neutralité climatique du transport aérien. Remplacer le kérosène par des carburants durables ne suffira pas

L'institut Paul Scherrer et l'EPFZ ont réalisé une étude commune pour savoir comment le transport aérien pourrait atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050. Les résultats, publiés le 6 juillet dernier, sont inquiétants. En effet, il ne suffira pas de remplacer le kérosène fossile par des carburants artificiels et durables ; il sera également nécessaire de réduire le trafic aérien.

Que pense le Conseil fédéral des résultats de cette étude et quelles conséquences en tire-t-il ?

23.7603 Nicolet. Développement de la géothermie de moyenne profondeur, pourquoi décourager les porteurs de projets ?

Est-ce que le CF est conscient que le cadre légal actuel en vigueur ne permet pas un soutien efficace au développement de la géothermie de moyenne profondeur et, au vu des premières expériences, peut même inciter d'autres acteurs à ne pas (ou ne plus) s'engager dans la réalisation de ce type de projets ?

23.7605 Mahaim. Le rôle de la poste est-il vraiment de faire la promotion du consumérisme et des produits sucrés?

Le 31 août, la Poste a adressé un courrier à de nombreux ménages pour leur annoncer généreusement l'envoi d'échantillons sucrés (gaufrettes en chocolat), mais cela uniquement à condition que les autocollants "pas de publicité" sur la boîte au lettre soient retirés. La Poste fait ainsi, à large échelle, à la fois la promotion des produits sucrés et de la publicité commerciale.

Dans quelle mesure une telle démarche est-elle nécessaire et souhaitable dans le cadre du mandat de service universel?

23.7607 Nicolet. Pourquoi ne pas mieux encourager la géothermie de moyenne profondeur ?

À l'heure où la sécurité d'approvisionnement énergétique est au cœur des enjeux de notre société, est-ce que le CF est prêt à modifier et corriger l'art. 34 de la LCO2 en conséquence afin d'encourager la géothermie de moyenne profondeur et ainsi ne pas priver le pays d'une ressource indigène existante ?

23.7612 Cottier. Tunnel de Gléresse : quelle pesée d'intérêts?

L'ouverture du tunnel ferroviaire de Gléresse, tronçon stratégique, est reportée de 3 ans. 2 suite à des recours en matière de marchés publics. Le permis de construire de l'Office fédéral des transports comprend par ailleurs des mesures environnementales complémentaires: pour préserver la pisciculture et les moments de reproduction des poissons, les travaux dans le lac sont restreints. Cela induit un report d'une année. Le Conseil fédéral estime-t-il que cette pesée d'intérêts est proportionnée?

23.7613 Pasquier-Eichenberger. L'écoblanchiment publicitaire est-il tolérable dans le domaine du trafic aérien ?

L'aéroport de Genève fait la promotion de vols internes « protégeant le climat ». « Depuis le 7 septembre 2023, les vols intérieurs de SWISS reliant Zurich et Genève ne sont proposés qu'à des tarifs dits « Green » puisqu'ils intègrent une contribution carbone » écrit-il dans sa e-news.

Alors que l'impact principal de l'aviation dépasse largement la question de CO2, que pense le Conseil fédéral de cette publicité ?

Le cas échéant, l'OFAC entend-elle prendre des mesures ?

Département des finances**23.7484 Bircher. Sigle UA: aide sociale, impôts de circulation et impôt sur les véhicules automobiles**

Comment les cantons peuvent-ils vérifier que les bénéficiaires de l'aide sociale ne possèdent pas d'auto immatriculée en Ukraine puisqu'il n'est pas possible de le vérifier dans ce pays?

Quand le détenteur d'une auto immatriculée en Ukraine doit-il s'acquitter des impôts de circulation et de l'impôt sur les automobiles?

23.7488 Steinemann. Employés fédéraux en télétravail

Même si la période covid est terminée, de nombreux employés et entreprises continuent d'opter pour le télétravail.

Qu'en est-il à la Confédération ?

Quelles incidences (charges ou avantages) cette pratique a-t-elle sur le salaire des personnes concernées ?

Comment la Confédération contrôle-t-elle les prestations de ses employés qui font du télétravail ?

23.7536 Gysin Greta. OFDF. Vente de logements de service

De nombreux gardes-frontières vivent dans des logements de service, ce qui autrefois était obligatoire. Aujourd'hui, c'est surtout à Genève, dans l'Arc lémanique et en Engadine que ces logements sont sollicités, compte tenu de leur prix abordable. Il semblerait que l'OFDF veuille remettre ces logements à l'OFCL, en dépit d'un accord passé entre les partenaires sociaux et l'OFDF selon lequel les logements situés à Genève et en Engadine ne doivent pas être vendus.

L'OFCL veut-il vraiment vendre ces logements ?

23.7587 Ryser. Liberté de religion pour les entreprises

Depuis le milieu du 20e siècle, 1002 cas d'abus sexuels ont été recensés au sein de l'Eglise catholique en Suisse. Ce chiffre effrayant ne donne qu'une première impression du nombre effectif de personnes qui ont été victimes de ces abus. Les personnes morales ne peuvent pas invoquer l'alinéa 4 de l'article 15 de la Constitution.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil fédéral est-il prêt à envisager une révision de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes de manière à exonérer les personnes morales de l'impôt ecclésiastique ?

Département de la défense, de la protection de la population et des sports**23.7477 Estermann. La Suisse doit-elle mettre en place un service citoyen?**

1. La situation générale évolue beaucoup dans le monde. À l'avenir, la Suisse devra faire face à de nombreux défis. C'est pourquoi tous les citoyens suisses devraient être astreints à un service citoyen d'environ 300 jours. Les personnes qui ne voudront pas s'y soumettre devront fournir une compensation. Aucune limite d'âge ne sera imposée et les personnes atteintes dans leur santé pourront aussi être astreintes au service.

Que pense le Conseil fédéral de cette idée ?

23.7500 Heimgartner. Quels sont actuellement les délais de livraison pour les équipements militaires ?

Partout dans le monde, la guerre en Ukraine entraîne des retards de livraison pour divers équipements militaires.

À combien le DDPS estime-t-il actuellement le délai moyen entre le déclenchement d'une commande et la livraison pour des munitions (artillerie, char, avion, défense sol-air), des véhicules blindés (chars de grenadiers, chars de combat, véhicules de reconnaissance blindés, etc.) ou des armes (missiles antichars, MANPADS) ?

Quelle a été l'évolution de ces délais depuis le début de la guerre en Ukraine ?

23.7508 Pointet. Est-ce que des tensions entre communautés ukrainiennes et communautés russes se font sentir en Suisse ?

Dans quel mesure le service de renseignements monitore-t-il les éventuelles tensions entre les communautés russes et ukrainiennes en Suisse ?

Peut-on constater une recrudescence d'actes d'intimidation ou de violences envers des ressortissants russes ?

23.7516 Meier Andreas. Le siège des Forces aériennes est-il protégé contre l'espionnage ?

Un récent rapport du SRC fait état d'un risque important d'espionnage, principalement de la part des Russes et des Chinois. La société Artionis SA, qui assure le service de visa pour la Russie, se trouve à la Bolligenstrasse 56 à Berne, adresse qui héberge également le siège des Forces aériennes suisses. Des écoutes avec des techniques modernes sont dès lors envisageables.

L'armée et le SRC ont-ils conscience de cette situation ?

23.7517 Heimgartner. Comment identifier de manière conséquente les activités de renseignement interdites en Suisse ?

La motion 23.3969 demande que les personnes soupçonnées d'exercer une activité de renseignement interdite en Suisse soient systématiquement expulsées du pays.

Combien de personnes supplémentaires le SRC devrait-il engager pour pouvoir identifier de manière conséquente toutes les activités de renseignement interdites en Suisse ?

À combien s'élèveraient les coûts supplémentaires ?

23.7526 Molina. Espions érythréens. Que fait le Conseil fédéral pour garantir la sécurité et la démocratie en Suisse ?

Cela fait des années que des espions érythréens font de la propagande en Suisse pour le dictateur Afewerki. Ils sapent l'ordre démocratique, collectent illégalement des fonds et intimident la communauté en exil.

- Que fait le Conseil fédéral pour lutter contre les activités de renseignement interdites ?

- Comment s'assure-t-il que les autorités fédérales ne sont pas infiltrées par des indicateurs ?

- Comment protège-t-il la communauté en exil ?

- Est-il prêt à expulser systématiquement les espions érythréens qui ne peuvent pas être poursuivis pénalement ?

23.7533 Seiler Graf. Quel est le rôle de RUAG MRO Holding SA dans le montage et la maintenance des F-35A ?

Dans sa réponse à l'interpellation 22.3558, le Conseil fédéral affirmait : « Les réparations et les révisions de l'avion seront effectuées en Suisse par du personnel des Forces aériennes et de RUAG ». Il disait aussi : « La maintenance des réacteurs sera assurée par RUAG ».

1. Où en est cette affaire ?

2. Quand les contrats seront-ils signés ?

3. Qui s'occupe du projet Rigi ?

4. Quel est l'impact de ce projet sur la capacité d'entretien à long terme ?

5. Quelles parties du projet sont confiées à RUAG ?

6. Quelle part du projet relève des affaires compensatoires ?

23.7545 Roth Franziska. RUAG. Affaire des 96 chars Leopard-1A5 stockés en Italie

Je n'ai pas obtenu de réponse à la question 23.7164, où je demandais à qui appartenait aujourd'hui les 96 chars Léopard 1.

La propriété des 25 chars que la société GLS revendique également a-t-elle été clarifiée ?

Qui s'occupe des questions de propriété ? Jusqu'à quand ?

Quelles seraient les conséquences dans les cas suivants ?

a) les chars n'appartiennent pas à la société GLS

b) les chars appartiennent à la société GLS Quelles sont les responsabilités des autorités italiennes dans la revente des 96 chars ?

Quelles sont celles de la Suisse ?

23.7547 Roth Franziska. Démission de Brigitte Beck. Qu'en est-il de la direction de RUAG MRO Holding SA ?

Qui dirige actuellement les affaires de RUAG MRO Holding SA ?
 Qui définit le profil d'exigences pour la succession de Mme Beck ?
 Qui s'occupe de la recherche de candidats ?
 Qui en est responsable ?
 Pendant la période de transition, comment le Conseil fédéral assume-t-il sa responsabilité et son devoir de représentation conformément à l'art. 4, al. 1, de la loi fédérale sur les entreprises d'armement de la Confédération ?
 Comment le fera-t-il après ?
 Quelles sont les principales étapes d'organisation pour la succession et quand un nouveau directeur général sera-t-il choisi ?

23.7550 Walder. Heurts lors de manifestations : Quel rôle joue le gouvernement Érythréen ?

Le récent festival qui s'est tenu à Oberuzwil (SG) et qui a engendré des heurts entre Érythréens illustre les réactions face à ces festivals considérés comme des actes de propagande du gouvernement d'Asmara.
 Le CF a-t-il des informations sur une implication directe ou indirecte du gouvernement et/ou de représentant.e.s officiel.le.s érythréen.e.s en Suisse dans l'organisation de ces festivals "culturels" controversés ainsi que dans les récents heurts impliquant des pro et anti-régime ?

23.7568 Jauslin. Le Conseil fédéral est-il dans un déni de réalité ?

Les fédérations membres de Swiss Olympic ont été menacées de mesures sévères si elles ne respectaient pas les quotas de femmes cadres ?
 Ces quotas sont problématiques pour les fédérations de sports propres à l'un ou l'autre sexe.
 Pourquoi le Conseil fédéral est-il prêt à considérer qu'il y aurait des manquements si des femmes ne peuvent pas être trouvées pour certains postes alors qu'il y aurait assez de candidats masculins pour les occuper ?

23.7574 Jauslin. Le Conseil fédéral cherche-t-il à saper le système de milice ?

Les fédérations membres de Swiss Olympic ont été menacées de mesures sévères si les quotas de femmes (membres du comité directeur, entraîneurs, accompagnateurs d'athlètes) n'étaient pas respectés.
 Comment le Conseil fédéral justifie-t-il que, si les quotas minimaux ne sont pas atteints, ces fédérations recevront moins d'argent ?
 Pourquoi compromettre délibérément des carrières sportives prometteuses ?
 Cela ne revient-il pas à saper le système de milice ?

23.7578 Addor. Le F-35, un avion de beau temps ?

La presse a évoqué des restrictions de vol envisagées pour les F-35 commandés en cas d'orage en raison, semble-t-il, d'une faille dans le système de protection contre la foudre.
 Qu'en est-il ?
 Les orages empêcheront-ils les F-35 commandés de voler ?

23.7584 Addor. Adhésion rampante à l'OTAN : le Conseil fédéral va-t-il reprendre la main ?

De divers manières, par des déclarations de la Cheffe du département, de sa responsable de la politique de sécurité, du Chef de l'Armée, de l'ancienne CEO de RUAG ou encore du président du CA de RUAG, le DDPS semble mettre en oeuvre une politique que l'on ne peut que qualifier d'adhésion rampante à l'OTAN.

Le Conseil fédéral partage-t-il cette option contraire à notre neutralité ?

Va-t-il reprendre la main comme responsable ultime de la politique étrangère de la Suisse ?

Département de justice et police**23.7489 Steinemann. Pourquoi la Suisse n'aurait-elle pas reconnu comme réfugiés des soutiens du régime érythréen ?**

Depuis 2005, la Suisse accorde chaque année le statut de réfugié à des milliers d'Érythréens. L'idée de réfugiés fidèles au régime est une contradiction dans les termes. À chaque fois, la Confédération explique qu'il s'agit d'Érythréens qui sont en Suisse depuis plus de 19 ans, c'est-à-dire depuis que la Commission suisse de recours en matière d'asile a décidé que la désertion constituait un motif d'asile.

Comment et pourquoi la Confédération peut-elle être certaine qu'aucun partisan d'Isaias Afwerki n'a pu s'installer comme réfugié dans notre pays au cours des 19 dernières années ?

23.7490 Fischer Benjamin. Que fait le Conseil fédéral pour empêcher le soutien du gouvernement érythréen depuis la Suisse ?

Dans sa réponse du 16.11.2022 à l'interpellation 22.4007, le Conseil fédéral indique qu'il ne connaît ni le nombre de réfugiés érythréens qui soutiennent le régime en place, ni le montant des fonds collectés pour le gouvernement érythréen lors de festivals organisés par des particuliers, ni les sommes d'argent envoyées depuis la Suisse vers l'Érythrée. Qu'a entrepris le Conseil fédéral depuis pour obtenir ces informations ?

Que fait le Conseil fédéral pour empêcher le soutien du gouvernement érythréen depuis la Suisse ?

23.7491 Fischer Benjamin. Que fait le Conseil fédéral pour éviter que des conflits entre migrants originaires d'un même pays se déroulent en Suisse ?

La rixe entre partisans et opposants du gouvernement érythréen qui s'est déroulée début septembre dans le canton de Zurich n'est que le dernier épisode d'un conflit qui couvait depuis longtemps au sein de la diaspora érythréenne en Suisse.

Que fait le Conseil fédéral pour éviter que de tels affrontements aient lieu en Suisse ?

23.7492 Fischer Benjamin. Que fait le Conseil fédéral pour expulser les Érythréens partisans du gouvernement érythréen et auteurs de violences ?

Dans sa réponse du 16.11.2022 à l'interpellation 22.4007 du conseiller aux États Damian Müller, le Conseil fédéral indique que l'Érythrée refuse toujours les renvois forcés.

Qu'a entrepris le Conseil fédéral depuis pour rendre possible les renvois vers l'Érythrée ?

Que fait le Conseil fédéral pour permettre l'expulsion des partisans du gouvernement et des Érythréens violents et pour empêcher à l'avenir d'autres actes de violence de la part de la diaspora érythréenne ?

23.7493 Fischer Benjamin. Les Érythréens partisans du gouvernement et auteurs de violences seront-ils expulsés ?

L'office zurichois des migrations dispose d'une liste de personnes responsables de la violente confrontation entre partisans et adversaires du gouvernement érythréen qui a eu lieu début septembre à Opfikon ? Le directeur zurichois de la sécurité a déclaré que cette liste était à la disposition du SEM.

Ces personnes se verront-elles retirer leur statut de séjour et expulsées ?

23.7552 Walder. Heurts lors de manifestations Érythréennes : Qu'entreprend le Conseil fédéral pour faire baisser les tensions?

Les compétences de la Suisse en matière de bons offices sont reconnues bien au-delà de nos frontières.

Au vu de la situation tendue au sein de la diaspora Érythréenne en Suisse - tensions largement exacerbées par le gouvernement d'Asmara - quelles démarches le Conseil fédéral a-t-il ou entend-il mener pour réduire ces tensions et restaurer le dialogue entre pro et anti-gouvernement afin d'éviter que la situation ne dérape?

23.7596 Aeschi Thomas. Des requérants d'asile soi-disant érythréens sont-ils en réalité éthiopiens ?

Selon l'ambassadeur autrichien en Éthiopie, 30 à 40 % des migrants érythréens sont en réalité des citoyens éthiopiens (source : Tiroler Tageszeitung), qui se font passer pour des Érythréens afin d'obtenir l'asile.

Cette estimation s'applique-t-elle également aux migrants prétendument érythréens qui demandent l'asile en Suisse ?

Comment le SEM reconnaît-il les « faux » Érythréens ?

Combien de fraudes ont été constatées en 2022, 2021, 2020 et 2019 ?

Les fraudeurs quittent-ils réellement la Suisse ?

23.7597 Aeschi Thomas. Renvois d'Érythréens : que fait le SEM ?

En mai, un Érythréen a menacé avec un couteau des voyageurs dans le train S12 à destination de Bad Ragaz (source : St. Galler Tagblatt du 10 juillet 2023). Dans son acte d'accusation, le ministère public a requis une peine privative de liberté et une expulsion de cinq ans.

Quels progrès le SEM a-t-il faits pour ce qui concerne les renvois forcés d'Érythréens criminels ?

Quelles démarches concrètes a-t-on entreprises auprès du gouvernement érythréen ?

Quelles solutions le Conseil fédéral propose-t-il pour pouvoir réellement expulser les Érythréens criminels ?

23.7599 Aeschi Thomas. Accord de réadmission avec l'Érythrée. Quels efforts ont été entrepris ?

Après la violente confrontation entre Érythréens survenue à Opfikon, le SEM a déclaré que des efforts diplomatiques visant à instaurer la confiance ont lieu, mais qu'un accord de réadmission avec Érythrée n'est pas envisageable dans un avenir proche (source: [NZZ](#) du 4 septembre 2023).

- Qu'a concrètement entrepris le SEM cette année pour conclure un accord de réadmission avec l'Érythrée ?

- Quelles sont les mesures concrètes qui ont été prises ?

- Concrètement, quelles rencontres ont été organisées avec les autorités érythréennes ?

23.7514 Imboden. Comment éviter l'apatridie des nouveau ?

Les enfants d'étrangers (statut F inclus) qui naissent en Suisse doivent actuellement disposer de documents du pays d'origine de leurs parents pour obtenir le même titre de séjour qu'eux. Il est parfois impossible d'obtenir les documents nécessaires, certaines représentations diplomatiques refusant de coopérer. Ces enfants deviennent ainsi apatrides, ce que déplore également le HCR.

Ne pourraient-ils pas obtenir le titre de séjour de leurs parents en Suisse ?

23.7535 Wehrli. Evaluation de la loi sur les jeux d'argent : quel futur pour les lotos ?

- Dans le cadre de la prochaine évaluation de la loi sur les jeux d'argent, comment le Conseil fédéral entend analyser les conséquences négatives du chapitre 4 "Jeux de petite envergure" pour les organisateurs des lotos dont le bénéfice est entièrement dévolu à la vie de sociétés locales ?

- Est-ce que cette évaluation aura pour objectif de proposer aussi des améliorations d'application, respectivement de modification de la loi à ce sujet, permettant de tenir compte des spécificités régionales ?

23.7537 Bircher. Les visas humanitaires sont-ils un nouveau moyen de demander l'asile auprès des ambassades ?

Le nombre de visas humanitaires accordés a fortement augmenté depuis 2021.

Combien en a-t-on déjà délivré en 2023 ?

Qu'est-il advenu des personnes qui ont obtenu un visa humanitaire en 2021 et en 2022 ?

Ont-elles déposé une demande d'asile ?

Se trouvent-elles toujours en Suisse ?

23.7571 Addor. Visas humanitaires : pourquoi une telle augmentation ?

Le nombre de visas humanitaires a connu une augmentation, 351 visas humanitaires ont été délivrés en 2022 (+116 par rapport à 2021, soit une augmentation de +49 %).

Combien de visas humanitaires ont-ils été délivrés jusqu'à présent en 2023 ?

Quelles sont les raisons de cette augmentation ?

Qu'en est-il au sujet des visas humanitaires selon l'art. 4, al, 2 OEV ?

23.7585 Addor. Assouplir les conditions d'octroi des visas humanitaires ?

En juin, la Cheffe du DFJP a déclaré vouloir assouplir les conditions d'octroi des visas humanitaires.

Le Conseil fédéral partage-t-il cette opinion ?

Quelles sont les pistes envisagées pour un tel assouplissement ?

23.7586 Addor. Pratique dans l'octroi des visas humanitaires

Comment le lien étroit avec la Suisse, requis pour obtenir un visa humanitaire, est-il évalué et selon quels critères ?

La pratique a-t-elle évolué durant les dernières années ?

Le Conseil fédéral compte-t-il sur une évolution prochaine de la pratique ?

23.7540 Heimgartner. Situation du personnel au sein de la direction de fedpol

Selon certaines informations, l'un des deux directeurs suppléants de fedpol serait en congé de maladie depuis environ deux ans. Il figure toutefois toujours sur l'organigramme en tant que membre de la direction.

- Est-ce bien le cas ?

Perçoit-il toujours son salaire ?

- Quelles sont les raisons de cette situation et combien de temps va-t-elle encore durer ?

23.7541 Bircher. Changement de pratique en matière d'asile pour les femmes et les enfants afghans

Est-il vrai que le SEM a changé de pratique en matière d'asile pour les femmes et les enfants afghans et que ceux-ci sont à présent plus facilement reconnus comme réfugiés ? Le SEM a toujours déclaré qu'il était devenu impossible de quitter l'Afghanistan depuis la prise de pouvoir des talibans.

D'où viennent donc les femmes afghanes qui demandent l'asile en Suisse ?

Combien de temps estime-t-on qu'il leur faudra pour faire venir leur mari (regroupement familial) ?

23.7551 Prezioso. Défaillances systémiques de l'asile en Croatie

Les 1300 décisions de non-entrée en matière Dublin décidées par le SEM vers la Croatie dépassent les capacités d'accueil des centres de ce pays (entre 800 et 1000 ; selon [Sosf](#) et [Migrationscharta](#)).

Comment le SEM explique cette pratique ?

Le manque flagrant de place d'accueil et l'absence de mesures efficaces par l'État croate pour augmenter la capacité d'accueil ne constituent-ils pas les signes d'une défaillance systémique de l'accueil des requérant·es d'asile en Croatie ?

23.7561 Fehlmann Rielle. Asile: renvoi vers la Croatie avec des niveaux de sécurité difficiles à justifier.

Le rapport de Solidarité sans frontières relate des expulsions vers la Croatie où d'importantes mesures de contraintes sont déployées. La plupart des vols vers la Croatie semblent être effectués avec un niveau de sécurité 4, à savoir les vols spéciaux. Des personnes témoignent avoir été entravées aux mains et aux pieds alors qu'elles n'ont pas manifesté d'opposition.

Le SEM peut-il considérer le recours au niveau de sécurité 4 sans tentative préalable d'un niveau inférieur comme proportionné ?

23.7563 Pasquier-Eichenberger. Comment assurer le respect des obligations relatives aux conventions de Genève en Croatie ?

Le Conseil fédéral a répondu à mon interpellation qu'il soutiendra l'UNICEF avec 860 000 fr. Suite la visite de la Secrétaire d'Etat en Croatie, le SEM parle d'un soutien à les organisations actives en Croatie. Outre l'UNICEF, quelles autres organisations sont soutenues ?

Pour quels montants ?

Au vu du nombre de décisions de non-entrées en matière prononcées, ces prestations suffisent-elles pour garantir un véritable accès aux soins pour les personnes renvoyées en Croatie depuis la Suisse ?

23.7581 Mahaim. Asile en Croatie et financement du SEM: quelles conclusions en tirer?

Suite au voyage de la directrice du SEM en Croatie, il a été communiqué que le SEM va y soutenir les structures migratoires. Il est question d'un soutien à l'UNICEF et d'organisations de la société civile. Le fait que le SEM finance les prestations d'une ONG en Croatie n'est-il pas une reconnaissance des défaillances du système croate ?

23.7582 Mahaim. Asile en Croatie et prestations médicales

Pour les prestations médicales, la Croatie reçoit le soutien du Fonds européen pour l'asile, la migration et l'intégration (AMIF).

Comment se fait-il alors que la Suisse doive intervenir aussi financièrement pour garantir les prestations médicales ?

N'est-ce pas le signe que la situation du point de vue médical et sanitaire y est défaillante ?

23.7614 Klopfenstein Broggin. Quel soutien à l'ONG Médecins du Monde en Croatie?

En mai 2023, Médecins du Monde, l'ONG belge en charge de fournir les soins médicaux dans le grand centre de Porin, a dû cesser ses activités. Comme le relate le rapport de Sosf, cela a conduit à l'arrêt brusque des soins. Via ce communiqué de presse, le SEM annonce son soutien à plusieurs mesures dont le financement de solutions de transition pour l'accès aux soins dans le centre de Porin.

Quel est le montant de ce soutien financier ?

Quelles prestations permet-il de fournir ?

23.7560 Schläpfer. Déterminer l'origine des personnes déplacées par la guerre en Ukraine

Je suis régulièrement confronté au fait, ces dernières années, que des personnes apparemment déplacées par la guerre en Ukraine n'ont en fait jamais résidé dans ce pays et que des ressortissants de pays tiers demandent le statut S en Suisse avec un passeport ukrainien qu'ils ont acheté.

- Le SEM est-il au courant de ce phénomène ?

- Que fait-il pour y remédier ?

23.7590 Aeschi Thomas. Pointages demandés par Toni Brunner, ancien conseiller national, président de l'UDC de 2008 à 2016. Question no 24, posée au troisième trimestre 2023

Les décisions de renvoi qui ont effectivement été exécutées après l'acceptation le 28 novembre 2010 de l'initiative sur le renvoi ([09.060/20.025](#)) sont recensées depuis 7 mars 2023 (2017 : [17.5098](#), [17.5305](#), [17.5431](#), [17.5563](#) ; 2018

: [18.5082](#), [18.5280](#), [18.5554](#), [18.1082](#) ; 2019: [19.5122](#), [19.5303](#), [19.5471](#), [19.5563](#) ; 2020

: [20.5070](#) ; 2021 : [21.7203](#), [21.7395](#), [21.7806](#), [21.8042](#) ; 2022

: [22.7160](#), [22.7364](#), [22.7724](#), [22.7878](#) ; 2023 : [23.7043](#), [23.7357](#)).

Y a-t-il au moins 4000 renvois par an, comme le pronostiquaient les opposants à l'initiative de mise en oeuvre ([13.091](#)) ?

23.7591 Aeschi Thomas. Le Conseil fédéral suit-il le souhait de la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider de placer davantage de requérants d'asile dans le canton du Jura, car il y a encore « beaucoup de place » là-bas ?

Dans un entretien publié le 8 juillet 2023, la conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider, cheffe du DFJP, a déclaré, en rapport avec l'initiative populaire fédérale « Pas de Suisse à 10 millions ! (initiative pour la durabilité) », qu'il y avait encore « beaucoup de place » dans son canton d'origine, le canton du Jura.

Comment le Parlement et le Gouvernement jurassien ont-ils réagi à cette déclaration ? Le Conseil fédéral prévoit-il d'attribuer plus de requérants d'asile au canton du Jura sur la base de cette déclaration ?

23.7594 Aeschi Thomas. Les États-Unis n'accordent plus l'asile aux personnes ayant transité par des pays tiers sûrs lors de leur voyage vers les États-Unis

Dans un article publié le 18 juillet 2023 ("[Europe Tries to Bridge Its Migration Divide](#)"), le Wall Street Journal indiquait que l'administration Biden a récemment imposé de nouvelles restrictions aux demandeurs d'asile en leur refusant le droit de rester aux États-Unis s'ils avaient transité par un autre pays sans y avoir demandé l'asile.

Que pense le Conseil fédéral du net durcissement de la politique en matière d'asile du gouvernement démocrate américain ?

Pense-t-il qu'une réglementation similaire dans le droit d'asile suisse serait opportune ?

23.7595 Porchet. Menaces sexistes et racistes: comment répertorier les intimidations à l'encontre d'élu·es qui exercent leur sens critique face aux organisations policières?

Dans le Canton de Vaud, 2 élu·es ont été menacé de mort, notamment suite à leur engagement contre les violences policières. Elle et il ont porté plainte.

1. Quel suivi national est-il fait des menaces et insultes à l'encontre d'élu·es non fédéraux?
2. Comment sont répertoriées les tentatives d'intimidation des élu·es qui exercent leur sens critique face aux organes étatiques armés?
3. Le sexisme n'étant pas puni par l'art. 261bis CP, comment les actes d'extrémisme sexiste sont-ils répertoriés?

23.7598 Aeschi Thomas. Taux de renvoi des étrangers

D'après le SEM, le taux de renvoi en 2022 était de 54 % (source : [NZZ](#) du 19 décembre 2022). Est-ce à dire qu'un étranger sur deux tenus de quitter le territoire reste en Suisse ?

- Quel est le taux de renvoi fin juillet 2023 ?
- Comment ce taux est-il calculé ?
- Est-il possible de faire des comparaisons avec d'autres pays européens ?
- Quels sont les pays qui ont le taux de renvoi le plus élevé ?
- Le SEM souhaite-t-il rehausser ce taux ?

23.7600 Mahaim. Abus sexuels dans l'Église catholique: un fonds d'indemnisation indépendant pourrait-il mieux aider les victimes?

Il est souvent difficile pour les victimes d'abus sexuels de solliciter le fonds d'indemnisation de l'Église elle-même, car cela revient à s'adresser à l'institution ayant rendu les abus possibles.

Vu les récentes révélations, le temps n'est-il pas venu de préparer la création d'un fonds d'indemnisation présentant plus de garanties d'indépendance (extérieur à l'Église et pluridisciplinaire) et collaborant directement avec les services d'aide aux victimes (comme dans certains autres États)?

23.7601 Aeschi Thomas. Coopération avec le Maroc dans le domaine de la migration et du rapatriement par voie maritime

La Suisse soutient un projet visant à encourager le retour volontaire des requérants d'asile au Maroc (source : [Keystone-ATS](#) du 5 septembre 2023). Au 31 juillet 2023, il y avait 288 cas en suspens concernant ces personnes. Au 1er janvier 2023, il y en avait 274. Comment expliquer que le nombre de cas augmente alors que la coopération avec le Maroc est renforcée ?

Combien de rapatriements de ressortissants marocains par voie maritime y a-t-il eu en 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

23.7602 Piller Carrard. Coûts véritables des vols spéciaux

D'après une information lue dans la presse sur les coûts de vols spéciaux, le SEM avançait un chiffre de 13'000 CHF en moyenne par personne renvoyée. Or, ce chiffre ne tient pas compte des frais liés à la sécurité. Du personnel médical, ainsi que des observateurs de la CNPT doivent être présents sur les vols spéciaux. Ces coûts sont également omis par l'estimation du SEM.

Quel est le coût global d'une expulsion par vol spécial depuis la Suisse, frais de sécurité et d'accompagnement compris?

23.7615 Bühler. Tremblement de terre au Maroc et visas

Lors du tremblement de terre en Turquie, les demandes de visas déposées par des personnes dont le logement avait été détruit et qui pouvaient être hébergées auprès de parents proches en Suisse ont été traitées de manière prioritaire (Fast-Track).

Est-ce que cette procédure a été mise en place pour celui qui a eu lieu au Maroc?

Si non pourquoi?

Si oui depuis quand?

Combien de ressortissants turcs ayant obtenu un visa ainsi ont-ils requis l'asile?

Quelle a été l'issue de leur procédure?

Département des affaires étrangères

23.7499 Meier Andreas. L'absence de la Suisse à la conférence de Djeddah témoigne-t-elle de la perte de notre position dans la politique mondiale ?

La Suisse n'était pas représentée aux négociations de paix, ni à Copenhague, ni à Djeddah. Cette non-participation était-elle intentionnelle ou la Suisse n'a-t-elle pas été invitée ? Le DFAE déclare que la Suisse suit de près les travaux menés dans le cadre de la conférence et qu'elle est en contact avec les autorités ukrainiennes pour en évaluer les résultats. Il se dégage dès lors l'impression que la politique mondiale se fait sans la Suisse.

La Suisse ne peut-elle plus offrir ses services habituels ?

23.7502 Imboden. Site minier de Glencore en Colombie. Faire cesser les violences envers les défenseurs de l'environnement

En Colombie, des menaces ont été proférées à l'encontre des défenseurs de l'environnement qui ouvrent en faveur d'un dialogue sur la fermeture des mines et d'une transition équitable. Depuis février 2023, sept défenseurs ont reçu des menaces. La population locale exige que Prodeco-Glencore respecte réellement les obligations en matière environnementale et sociale liées à la cessation des activités. Le Conseil fédéral s'engage-t-il auprès de l'ambassade de Colombie et de Glencore en faveur d'un plan de cessation des activités équitable ?

23.7510 Molina. Dialogue avec la Chine portant sur les droits de l'homme : où en est l'évaluation ?

Le Conseil fédéral a été chargé d'élaborer un rapport sur la mise en oeuvre du 17e dialogue entre la Suisse et la Chine relatif aux droits de l'homme (postulat 20.4334). Ce qu'il a fait dans le cadre de la stratégie concernant la Chine. A ce jour, rien n'a été publié sur les effets et les résultats de ce dialogue.

- Comment le Conseil fédéral évalue-t-il son utilité ?
- Quels sont les résultats obtenus ?
- Une évaluation externe approfondie est-elle planifiée ?

23.7520 Friedl Claudia. Quand la Suisse participera-t-elle activement à la convention de l'ONU relative aux entreprises et aux droits de l'homme ?

En 2021, le secrétariat général du DFAE a refusé de transmettre au Conseil fédéral une demande de l'administration visant à obtenir un mandat de négociation pour la convention, en indiquant qu'il adoptait la même stratégie que les autres États occidentaux. Or, la position de ces pays a évolué depuis 2021 : les États-Unis participent activement aux négociations, la France et le Portugal sont membres du groupe « Friends of the Chair », l'Allemagne soutient officiellement le processus et le Conseil de l'UE a annoncé que l'UE participerait activement aux discussions. Quand la Suisse prendra-t-elle aussi part activement à la convention ?

23.7525 Fischer Roland. Accord de l'ONU sur les sociétés transnationales et les droits de l'homme. Y aura-t-il une participation aux négociations conformément à la stratégie de politique économique extérieure ?

La stratégie indique que, dans le cadre des organisation internationales, la Suisse joue un rôle actif dans l'élaboration des règles. « Pour ne pas reprendre passivement des solutions déjà négociées en tant que " rule taker ", elle [...] participe aux travaux et processus réglementaires. Elle entend exercer son influence en contribuant à façonner les règles en tant que " rule shaper " ».

La Suisse participera-t-elle dès lors activement à la neuvième session de l'accord de l'ONU sur la base d'un mandat de négociation ?

23.7522 Fehlmann Rielle. Stop au nettoyage ethnique contre les Arméniens du Haut-Karabakh/Artsakh

Depuis le 12 décembre 2022, le régime autoritaire de l'Azerbaïdjan impose un blocus aux 120'000 habitant.es de la République d'Artsakh/Haut Karabakh. Ce blocus est en train de réduire à la famine la population arménienne et la prive des biens de première nécessité. Le Conseil fédéral va-t-il intervenir auprès du Conseil de Sécurité et/ou en lien avec les Nations Unies pour faire réouvrir le corridor de Lachine et pour organiser un pont aérien humanitaire entre Erevan et Stepanakert ?

23.7539 Walder. Tibet : Où sont les 9 défenseurs de l'environnement emprisonnés par Pékin?

Des experts de l'ONU ont sollicité les autorités de RPC car ils s'inquiètent du sort réservé aux 9 tibétains défenseurs de l'environnement condamnés à des peines de prison jusqu'à 11 ans pour avoir protesté pacifiquement contre des activités minières.
Le CF a-t-il évoqué le cas de ces prisonniers dans le cadre des échanges sur les DH avec Pékin?
Soutiendra-t-il d'éventuelles demandes concernant ces cas, au début 2024, lors de l'examen de la RPC devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU?

23.7555 Brenzikofer. Abus sexuels dans le milieu de l'Église catholique romaine et rôle du nonce apostolique en Suisse

Le nonce apostolique en Suisse a refusé de collaborer avec les historiennes zurichoises Dommann et Meier.
- Quel est le rôle du nonce aux yeux du Conseil fédéral ?
- Pourquoi le nonce occupe-t-il toujours la première place dans la hiérarchie diplomatique ?

23.7606 Arslan. Atroces violations des droits de l'homme à l'encontre des personnes en fuite en Arabie saoudite

Human Rights Watch signale d'atroces violations des droits de l'homme en Arabie saoudite. Les personnes en fuite sont systématiquement abattues.
Le Conseil fédéral est prié de répondre aux questions suivantes :
- La Suisse a-t-elle réagi à ces violations des droits de l'homme et, si oui, comment ?
- Selon le SECO, la Suisse a exporté des armes vers l'Arabie saoudite pour un montant de près de 9 millions de francs rien qu'au cours des six premiers mois de cette année. Les armes suisses sont-elles utilisées contre des personnes en fuite ?

Département de l'économie, de la formation et de la recherche

23.7476 Estermann. Quid d'une contribution pour les vaches à cornes?

1. L'initiative pour les vaches à cornes a été rejetée de peu dans les urnes. Les cornes des vaches ont des fonctions importantes (cf. rapport du vétérinaire W. Gisler à Altdorf) qu'il ne faut pas sous-estimer, également pour la santé humaine. Le lait Demeter (lait de vaches à cornes) est par exemple bien toléré par les personnes allergiques.
Compte tenu des derniers éléments disponibles, quelles sont les intentions du Conseil fédéral en ce qui concerne une contribution pour les vaches à cornes ?

23.7478 Munz. Une fusion entre les établissements de recherche PSI, Empa, Eawag et WSL serait-elle à nouveau sur la table ?

La fusion de l'Eawag et du WSL a été rejetée en 2020 en raison de résistances internes et du fait qu'il n'y avait guère de synergies possibles. Néanmoins, le sujet est apparemment toujours sur la table.
- Des réflexions sur une fusion entre le PSI, l'Empa, l'Eawag et le WSL sont-elles menées ?
- Le Conseil fédéral est-il informé des activités du Conseil des EPF à ce sujet ?
- Quel serait l'objectif ?
- Quand les parties prenantes des milieux scientifiques, économiques et politiques seront-elles impliquées ?

23.7487 Imboden. Établissements de restauration collective. Quelle est la part de produits bio ?

En se fondant sur l'ordonnance sur la promotion de la qualité et de la durabilité dans le secteur agroalimentaire, l'Office fédéral de l'agriculture encourage les établissements de restauration collective à augmenter la part de produits bio utilisée. En 2021, une évaluation a été effectuée et des solutions ont été définies afin d'augmenter cette part. Aujourd'hui, à combien s'élève la part de produits bio dans les établissements de restauration collective ?

Quels objectifs et quelles solutions ont été définis pour l'accroître ?

23.7503 Imboden. Site E-Periodica de l'EPFZ. Est-ce de la bureaucratie ou cherche-t-on à entraver la recherche ?

Lorsque l'on cherche à accéder à l'annuaire officiel du canton de Berne sur le site des périodiques en ligne de l'EPFZ, on tombe sur un commentaire indiquant que, pour des raisons juridiques, la série complète ne peut pas être mise à disposition et que la période de blocage est de 110 ans (=1320 mois).

Pourquoi est-il impossible d'accéder à l'annuaire officiel du canton de Berne ?

Qui a pris la décision d'en bloquer l'accès ?

Ce blocage concerne-t-il également d'autres annuaires officiels ?

23.7505 Bregy. Attaques de loups I : contributions d'estivage malgré la désalpe

En été 2023, de nombreuses désalpes précoces ont à nouveau eu lieu à la suite d'attaques de loups. Cette situation s'accompagne d'une réduction ou de la suppression des contributions d'estivage.

Le Conseil fédéral est-il prêt à légiférer, par exemple dans l'ordonnance sur les paiements directs (OPD ; RS 910.13), sur la possibilité de ne pas réduire les paiements en cas de désalpe précoce en raison d'attaques de grands prédateurs ?

Quelles autres possibilités voit-il ?

23.7506 Bregy. Attaques de loups II: désalpe précoce

La désalpe précoce en cas d'attaque de loup entraîne des coûts supplémentaires pour les agriculteurs concernés (besoins accrus en fourrage, augmentation de la charge de travail, etc.)

Quelles possibilités le Conseil fédéral voit-il pour compenser ces coûts supplémentaires (par ex. en modifiant l'ordonnance sur les paiements directs) et quelles modifications légales seraient nécessaires à cet effet ?

23.7507 Bregy. Attaques de loups III: statistiques

La forte augmentation du nombre de désalpes précoces s'est fait ressentir en 2023.

Existe-t-il des chiffres sur le nombre de désalpes précoces qui ont dû être effectuées, sur le nombre de jours d'alpage perdus et sur les coûts supplémentaires pour l'agriculture ?

23.7511 Molina. Reprise par la Suisse de sanctions thématiques à l'encontre de la Chine en matière de droits de l'homme. Où en sommes-nous ?

Le Conseil fédéral a décidé le 30 août 2023 de se prononcer cas par cas sur la reprise de sanctions thématiques imposées par l'UE. Or, dans sa réponse à l'interpellation 22.3029, le Conseil fédéral avait annoncé qu'il prendrait une décision de principe avant fin août 2022.

- Quels sont les motifs de ce revirement ?
- Quand la Suisse reprendra-t-elle les sanctions thématiques s'appliquant au Xinjiang ?
- Comment le Conseil fédéral évalue-t-il ces sanctions thématiques et quels seraient les risques liés à leur non-adoption ?

23.7512 Imboden. Quelles mesures le Conseil fédéral a-t-il prises ou prévoit-il de prendre pour encourager la construction de logements d'utilité publique ?

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a déclaré dans le journal Schweiz am Wochenende qu'il fallait, en particulier dans les grands centres urbains, mettre à disposition suffisamment de logements à prix abordable pour ceux qui en ont besoin, et ce y compris par la construction de logements d'utilité publique.

Depuis le rejet de l'initiative « Davantage de logements abordables » en février 2020, quelles mesures la Confédération a-t-elle prises pour encourager davantage la construction de logements d'utilité publique ?

D'autres mesures sont-elles prévues ?

23.7513 Imboden. Quid de la responsabilité du Conseil fédéral en matière de pouvoir d'achat ?

Le conseiller fédéral Guy Parmelin a appelé dans la presse dominicale à la responsabilité individuelle des ménages privés pour faire face à la baisse du pouvoir d'achat et a invité à économiser, entre autres, en pratiquant le covoiturage.

Comment le Conseil fédéral encourage-t-il le covoiturage ?

Que fait-il pour assumer sa responsabilité qui est de soutenir les personnes dont le pouvoir d'achat diminue ?

23.7548 Marti Samira. Protéger le pouvoir d'achat. Fournisseurs d'énergie et pouvoirs publics doivent contribuer à atténuer la flambée des prix de l'électricité

Selon l'Elcom, la facture d'électricité d'un ménage moyen augmentera de 18 % en 2024.

- Le Conseil fédéral est-il également d'avis que les fournisseurs d'énergie et les pouvoirs publics devraient contribuer davantage à atténuer la flambée des prix ?

Le Conseil fédéral intervient-il en ce sens auprès des cantons, des communes et des entreprises ?

- Le conseiller fédéral Parmelin a demandé aux employeurs d'adapter les salaires dans le cadre du partenariat social.

Quelles mesures le Conseil fédéral prend-il afin de protéger le pouvoir d'achat ?

23.7558 Schläpfer. Stratégie climatique de l'OFAG, de l'OSAV et de l'OFEV

L'OFAG, l'OSAV et l'OFEV ont adopté une nouvelle stratégie climatique le 5 septembre 2023. - Quels ont été les coûts pour l'élaboration de cette stratégie, répartis en : - coûts des services externes - heures de travail dans les offices concernés et coûts correspondants

- D'où vient le mandat pour la stratégie ?

- La stratégie est-elle légitime d'un point de vue politique ?

23.7565 Nicolet. Situation sanitaire des cultures de betteraves sucrières, quelles solutions pour la récolte 2023 ?

Dès juillet il a été constaté une forte présence de charançons dans des parcelles de betteraves sucrières, ce nouveau ravageur fait des dégâts de pourriture importants rendant dans certains cas la culture inutilisable pour les sucreries. La récolte mécanisée devient donc un non sens économique et environnemental pour les agriculteurs. Le Conseil fédéral pourrait-il, exceptionnellement pour 2023, lever l'obligation de récolter la culture, obligation donnant l'accès aux contributions publiques ?

23.7566 Fivaz Fabien. RUAG: l'entreposage des chars Leopard 1 en Italie permet-il de contourner la Loi sur le matériel de guerre?

RUAG entpose depuis 2016 des chars Leopard 1 en Italie (96 pièces). Ces chars ne sont pas destinés à l'armée, mais ont été promis à la vente plusieurs fois à l'étranger (Rheinmetall et GLS).

- Le stockage en Italie permet-il à RUAG de contourner la Loi fédérale sur le matériel de guerre?
- Le SECO devra-t-il tout de même donner son accord en cas de vente, si les chars ne transitent pas par la Suisse?
- Le SECO a-t-il été sollicité en 2019 pour la vente à GLS? A-t-il donné son accord?

23.7569 Baumann. Un plan et une stratégie pour protéger la production agricole et la sécurité alimentaire contre les risques liés au déclin progressif de la biodiversité

En réponse à ma question 23.7112, le Conseil fédéral décrit clairement les risques liés au déclin progressif de la biodiversité pour la production agricole et la sécurité alimentaire. Étant donné que les conséquences de la crise de la biodiversité renforcent celles de la crise climatique, le Conseil fédéral n'est-il pas d'avis qu'il faut, pour maîtriser la crise de la biodiversité, des stratégies et des plans de protection dans tous les secteurs concernés, notamment en ce qui concerne les bases de la production agricole ?

23.7570 de Quattro. Accès au marché intérieur de l'UE: l'avenir s'assombrit pour l'industrie des machines

Après le secteur des dispositifs médicaux et du diagnostic, notre industrie des machines risque de perdre son accès privilégié au marché intérieur de l'UE. Selon une directive du Parlement européen, les entreprises des machines disposent d'un délai transitoire de 42 mois, mais à partir de janvier 2027, elles devront notamment engager un acteur commercial installé sur le territoire de l'UE.

Quand le Conseil fédéral est-il prêt à reprendre les discussions avec l'UE afin d'éviter ces obstacles ?

23.7588 Binder. Assurances en matière d'exportation vers l'Ukraine

Quelle est la réglementation prévue par l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (ASRE) lorsqu'il s'agit d'assurer, avant la fin de la guerre, les exportations vers l'Ukraine et une éventuelle reconstruction du pays, notamment de ses infrastructures critiques ?

Est-il envisageable de mettre en place, comme l'a apparemment fait le Royaume-Uni, une participation de l'ASRE ?

23.7592 Nicolet. La nouvelle stratégie climatique du Conseil fédéral pour l'agriculture ne va-t-elle pas contribuer à augmenter nos importations de viande ?

La nouvelle stratégie climatique pour l'agriculture lancée par le Conseil fédéral vise à rendre le système alimentaire plus durable et renforcer la sécurité alimentaire d'ici 2050. Elle concerne toute la chaîne alimentaire de la fourche à la fourchette et prévoit une limitation de la production animale.

Alors que la population est demandeuse de viande d'origine suisse, la réduction de la production de viande indigène ne va-t-elle pas conduire à augmentation immédiate des importations de viande ?

23.7610 Bertschy. Où en est la mise en oeuvre des recommandations relatives aux pertes d'ammoniac dans l'agriculture?

Il y a 16 ans, la Conférence suisse des services de l'agriculture cantonaux (COSAC) a formulé des recommandations visant à réduire les pertes d'ammoniac dans l'agriculture. Le Conseil fédéral sait-il quels cantons ont mis en oeuvre ces recommandations, lesquels ne l'ont pas fait et pourquoi ?

Y a-t-il des recommandations plus récentes de la COSAC ou d'autres organismes à ce sujet, qui tiennent compte de l'évolution des pertes d'ammoniac et de l'avancement des connaissances et des techniques disponibles ?

Si oui, lesquelles ?

Si non, pourquoi ?

Département de l'intérieur

23.7467 Feller. Pénurie de médicaments en Suisse. La Confédération prend-elle la mesure des enjeux ?

Le 16 février 2022, le Conseil fédéral a chargé un groupe de travail interdisciplinaire de lui soumettre, d'ici la fin de l'année 2022, des propositions pour combattre la pénurie de médicaments. Cela n'a pas été fait. Dans sa réponse du 15 février 2023 à l'interpellation 22.4387, le Conseil fédéral a indiqué que certaines propositions lui seraient soumises d'ici mi-avril 2023 et d'autres d'ici l'été 2024.

La lenteur du processus en cours, est-elle compatible avec l'urgence de la situation?

23.7468 Feller. Montant des avoirs placés sur les marchés financiers par les assureurs-maladie obligatoires

Les placements sur les marchés financiers (obligations, actions, produits dérivés, immobilier etc.) des assureurs-maladie dans le domaine obligatoire se sont élevés à 17 milliards en 2019, 17,5 milliards en 2020 et 18,1 milliards en 2021 (interpellation 22.3597).

Quel est le montant des avoirs placés par les assureurs-maladie sur les marchés financiers en 2022 ?

Peut-on estimer le montant des avoirs placés au 30 juin 2023 ?

23.7469 Feller. Primes de l'assurance-maladie obligatoire. Quelles sont les règles de communication ?

La Département de l'intérieur (DFI) annonce chaque année, vers la fin du mois de septembre, l'évolution des primes de l'assurance-maladie pour l'année suivante. Au préalable, les cantons sont consultés.

Les cantons, peuvent-ils faire des communications publiques relatives aux primes avant l'annonce officielle du DFI?

Les associations d'assureurs-maladie, peuvent-elles faire des communications publiques relatives aux primes avant l'annonce officielle du DFI?

Quelles sont les bases légales?

23.7474 Wyss. Protection des enfants contre le radon. Avancement de la mise en oeuvre

Dans la version 2.3 du 2 février 2023 des lignes directrices sur le radon de l'OFSP, la Confédération a fortement réduit les délais d'assainissement dans les écoles. Nombre d'entre elles disposent désormais de moins d'un an pour effectuer des travaux. L'objectif est d'éviter que les enfants qui ont des cours dans des locaux contaminés réaffectés ne soient mis en danger.

- La Confédération contrôle-t-elle la mise en oeuvre ?

- Applique-t-elle des sanctions en cas de non-respect ?

Si non, pourquoi ?

23.7475 Dobler. Admission des médecins dans le domaine ambulatoire. Conséquences de la cacophonie cantonale

La mise en oeuvre incohérente dans les cantons revient dans les faits à une interdiction d'exercer pour les médecins de certaines spécialités.

Quelles en seront les conséquences, selon le Conseil fédéral :

- pour l'accès aux soins de la population (rationnement) ;

- pour l'attrait des professions de la santé et du métier de médecin, en particulier pour les jeunes médecins qui ont davantage de difficultés à entrer dans la vie professionnelle après leur formation ;

- pour l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE ;

- pour les titres de spécialistes dans les domaines touchés par les restrictions ?

23.7479 Graf-Litscher. Pas de consultation pour le programme Digisanté

Le Conseil fédéral a annoncé qu'il adoptera le message sur le financement du programme DigiSanté en décembre 2023. Or, à la différence, du projet Superb qui concernait uniquement les systèmes informatiques internes à l'administration, le projet Digisanté aura des conséquences financières pour les milieux concernés (fournisseurs de prestations, caisses-maladie, cantons, etc.), qui seront appelés à effectuer des investissements importants. Ma question est la suivante :

Est-il vrai que le Conseil fédéral veut renoncer à la procédure de consultation relative au programme DigiSanté, bien que de nombreux projets y afférent seront exécutés dans une large mesure hors de l'administration fédérale ?

23.7480 Sollberger. Des médicaments jusqu'à 70 pour cent plus chers!?

Selon des informations parues dans les médias, les modifications prévues de l'OAMal et de l'OPAS dans le domaine des médicaments auront pour conséquence que de nombreux médicaments bon marché qui ont fait leurs preuves depuis longtemps subiront une hausse de prix massive (jusqu'à 70 %) pour les patients à partir du 1er janvier 2024.

- Est-il vrai que des médicaments bon marché vont subir une hausse de prix aussi massive ?

- À combien s'élève la charge supplémentaire pour les patients compte tenu de la franchise ?

- Le Conseil fédéral juge-t-il judicieux d'envoyer un tel signal alors que les primes de l'assurance-maladie vont aussi fortement augmenter ?

23.7481 Sollberger. La volonté politique sera-t-elle mise en oeuvre ?

Lors de sa séance du 5 juillet 2023, la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national s'est vu présenter les modifications prévues de l'OAMal et de l'OPAS dans le domaine des médicaments. Elle a formulé de claires recommandations au Conseil fédéral pour qu'il adapte son projet de manière à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en médicaments.

- Le Conseil fédéral donnera-t-il pleinement suite à ces recommandations ?
- Dans la négative, sur quels points entend-il s'en éloigner et pourquoi ?

23.7486 Farinelli. Attrait des jeunes pour les cigarettes électroniques et les cigarettes électroniques jetables pour les jeunes

Les cigarettes électroniques et les cigarettes électroniques jetables (aussi appelées "puffs") sont présentées comme des solutions permettant aux fumeurs d'arrêter le tabac ou de réduire leur dépendance à ce produit. Elles sont vendues en plusieurs arômes, par exemple à l'arôme de fruits, ce qui tend plutôt à les rendre intéressantes aux yeux des jeunes consommateurs.

Que pense le Conseil fédéral de la possibilité de limiter rapidement la vente de ce type de produits à ceux qui ont l'arôme de tabac, afin qu'ils ne présentent un intérêt que pour le groupe de consommateurs déclaré ?

23.7494 Brenzikofer. Analyse coûts/bénéfices des modèles de congé parental

Il y a deux ans, le Parlement a transmis le postulat 21.3961 au Conseil fédéral.

- Quand peut-on escompter une étude économique sur l'utilité des différents modèles de congé parental ?
- Pourquoi ce retard ?

23.7497 Riniker. Coûts supplémentaires de la physiothérapie. Est-ce une intention politique liée à la mise en oeuvre du principe « soins ambulatoires plutôt qu'hospitalisation » ?

Le 16 août 2023, le Conseil fédéral a relevé que la physiothérapie a connu une hausse des coûts bruts par assuré dans l'assurance obligatoire supérieure à la moyenne. Dès lors, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes :

- Connaît-il les raisons de cette hausse ?
- Plus de patients ont-ils été traités, car (a) le nombre d'assurés a augmenté, (b) le principe « soins ambulatoires plutôt qu'hospitalisation » est mis en oeuvre de manière conséquente ou (c) les patients sortent plus rapidement de l'hôpital ?
- Plus de prestations par assuré ont-elles été fournies ?

23.7498 Roth Franziska. La situation précaire des physiothérapeutes

Le Conseil fédéral et les associations des assureurs-maladie critiquent l'évolution des coûts bruts relatifs à la physiothérapie. Pour les réduire, le Conseil fédéral propose d'adapter la structure tarifaire. Est-il conscient du fait :

- que les salaires des physiothérapeutes sont en baisse depuis des années ?
- qu'un salaire plus élevé ne peut être obtenu qu'en accroissant le volume des prestations, ce qui n'est pas prévu dans le modèle de prescription ?
- que l'hémorragie de physiothérapeutes est aussi importante que celle du personnel de soins ?

23.7501 Masshardt. Accord de branche des assureurs-maladie sur les intermédiaires régi par la LAMal et la LSA

D'après le Beobachter, l'accord de branche des assureurs-maladie sur les intermédiaires entré en vigueur le 1er septembre 2023 est faiblement contraignant : une centrale d'annonce interne (qui a l'interdiction de prononcer des sanctions et qui est tenue au secret) remplace la surveillance externe. De plus, l'indemnisation versée aux intermédiaires (qui relève de la LCA) n'est que vaguement définie. Il pourrait en résulter des commissions trop élevées, qui se répercuteront sur les primes. Comme on s'attend à de fortes hausses de primes en automne, les assureurs intensifient leur marketing. Par quelles mesures le Conseil fédéral protège-t-il les assurés contre les honoraires surfacts des intermédiaires ?

23.7509 Gysi Barbara. Prestations complémentaires. Accélérer le remboursement des frais de maladie et d'invalidité

Les frais de maladie et d'invalidité sont pris en charge par les prestations complémentaires sur présentation des factures. Toutefois, la loi ne prévoit pas de délai pour le remboursement de ces frais. Comme les cantons remboursent ces frais avec lenteur, parfois même avec retard, les personnes au bénéfice de prestations complémentaires subissent une pression financière : elles doivent avancer de l'argent et souvent payer des frais supplémentaires pour les rappels ou pour pouvoir payer en plusieurs tranches.

Que pense le Conseil fédéral de cette situation ?

Envisage-t-il une modification de la loi ou l'ordonnance pour résoudre ce problème ?

23.7515 Bircher. Prix des médicaments. Augmentation dans le segment de prix inférieur

Une boîte de vingt comprimés de Paracetamol à 1000 milligrammes de la marque Mepha coûteront 11 francs 95 au lieu de 6 francs 95 l'année prochaine, soit une augmentation de près de 60 %. En Allemagne, le même produit de la marque Ratiopharm est disponible à partir de 4 euros et 16 centimes.

Comment le Conseil fédéral explique-t-il cette énorme différence de prix ?

Que fait-il pour y remédier ?

23.7518 Heimgartner. Réglementation et expérience dans le domaine des premiers secours

La réglementation des systèmes de premiers secours varie de canton en canton.

Quelles sont les différentes réglementations en matière d'autorisation et quelles en sont les conséquences en matière de qualité des prestations, de compétences (remise de médicaments, etc.) et de formation entre les premiers secours professionnels (par ex. les pompiers) et non professionnels ?

Que planifie-t-on pour l'avenir ?

23.7523 Jost. Le Conseil fédéral connaît-il la nouvelle étude de Physioswiss sur les données relatives aux prestations ?

Physioswiss a publié en 2023 les données sur les prestations récoltées par Ecoplan et la Haute école spécialisée du nord-ouest de la Suisse. Les auteurs de l'étude concluent que la productivité s'élève à 60 %. Elle se situe de ce fait bien en dessous de la base de calcul de l'actuelle structure tarifaire.

- Le Conseil fédéral a-t-il pris connaissance de ces données avant le début de la consultation ?

- Dans la négative, pourquoi pas ?

23.7524 Maitre. Quel plan d'action de la Confédération pour endiguer la hausse alarmante de consommation de crack ?

De Genève à Zurich en passant par Lausanne, la consommation de crack explose. Ses effets sociaux, sanitaires et sécuritaires sont alarmants. Ainsi :
 Quelles mesures le Conseil fédéral prend-il afin de soutenir les cantons et les communes dans la lutte contre le trafic de crack, que ce soit en matière sanitaire, sociale et sécuritaire ?
 Un renforcement de la politique de prévention est-il envisagé ?
 Quelle coopération internationale est prévue pour endiguer le phénomène ?

23.7528 Herzog Verena. Don d'organes. Instaurer la transparence et une vraie liberté de choix sur la carte de donneur

Le don d'organes peut se faire de son vivant ou après le décès. Dans le second cas, on distingue deux types de don : ceux fait après la mort cérébrale et ceux faits après un arrêt cardio-circulatoire permanent. Les spécialistes ont cependant de sérieux doutes sur le caractère irréversible de l'arrêt des fonctions cérébrales après cinq minutes d'arrêt cardio-circulatoire.
 Le Conseil fédéral est-il favorable à ce que la carte de donneur d'organes comporte une case à cocher pour indiquer si les organes peuvent être prélevés uniquement après la mort cérébrale ou également après un arrêt cardio-circulatoire permanent ?

23.7529 Herzog Verena. Don d'organes. Améliorer la transparence en donnant des informations correctes et factuelles à la population

Le don d'organes peut se faire de son vivant ou après le décès. Dans le second cas, on distingue deux types de don : ceux fait après la mort cérébrale et ceux faits après un arrêt cardio-circulatoire permanent. Les spécialistes ont cependant de sérieux doutes sur le caractère irréversible de l'arrêt des fonctions cérébrales après cinq minutes d'arrêt cardio-circulatoire.
 Le Conseil fédéral juge-t-il qu'il est de son devoir de donner à la population des informations correctes et factuelles sur le déroulement et les conséquences des deux types de dons d'organes ?

23.7534 Gysi Barbara. Démarchage téléphonique et commissions. Les assureurs-maladie ayant rompu leur promesse, le Conseil fédéral doit intervenir

Les assureurs-maladie ont modifié l'accord de branche, renforcé le démarchage téléphonique et augmenté les honoraires perçus par les intermédiaires dans le domaine des assurances complémentaires. Ces actions vont à l'encontre des promesses faites lors du débat relatif à la loi sur la réglementation de l'activité des intermédiaires d'assurance (21.043). L'accord de branche volontaire et les formulations potestatives ne suffisent pas : les assurés sont harcelés par le démarchage téléphonique et les intermédiaires s'en mettent plein les poches avec leurs honoraires.
 Le Conseil fédéral proposera-t-il un durcissement de la loi ?

23.7538 Wehrli. Dossier électronique du patient (DEP) : où en est la réelle interopérabilité ?

Le DEP ne pourra atteindre les objectifs pratiques, politiques et professionnels attendus seulement si l'interopérabilité entre les différentes plateformes est pleinement assurée. Dans ce cadre, et en relation aussi avec sa réponse à l'interpellation d'Olivier Feller (23.3815), je pose au Conseil fédéral les questions suivantes :
 1. Où en est la réelle interopérabilité entre les actuelles communautés ?
 2. Quelles mesures sont prévues pour suppléer aux éventuels problèmes non encore résolus ?

23.7542 Bertschy. Physiothérapie: Augmenter les tarifs afin de garantir un salaire approprié

Le 16 août 2023, le Conseil fédéral a mis en consultation un projet proposant de modifier la structure tarifaire de la physiothérapie. Le tarif moyen est actuellement de 60 francs par heure environ.

Le Conseil fédéral est-il conscient que les tarifs en vigueur ne permettent guère de gagner sa vie ?

Quels sont les tarifs des prestations médicales comparables (ergothérapie, psychologie) ?

1. Quand la dernière augmentation des tarifs a-t-elle eu lieu ?

2. À combien s'élevait-elle ?

3. Des efforts sont-ils faits pour compenser le renchérissement ?

23.7543 Walder. Caisse maladie : Il faut geler les primes pour 2024

Face aux grandes difficultés financières auxquelles font face une majorité des Suissesses et des Suisses en raison de l'augmentation de leurs charges, dont celle des primes d'assurance maladie, le Conseil fédéral a-t-il étudié la possibilité de décréter un gel des primes pour 2024 ?

Cela offrirait aux familles un répit bienvenu tout en se donnant le temps de travailler à des réformes durables du système de couverture maladie.

23.7554 Heimgartner. Tendance au travail à temps partiel pour un meilleur équilibre avec la vie privée. Influence sur les primes de l'assurance-maladie

Les personnes qui travaillent à temps partiel ont un taux d'occupation et, partant, un salaire plus faibles. Elles sont donc davantage susceptibles de bénéficier d'un allègement des primes de l'assurance-maladie.

Dispose-t-on de chiffres sur le nombre de personnes en Suisse qui travaillent volontairement à temps partiel (pour un meilleur équilibre entre travail et vie privée) et qui bénéficient d'allègements de primes alors qu'elles n'y auraient pas droit si elles travaillaient à un taux plus élevé voire à plein temps ?

Combien d'argent la Confédération et les cantons dépensent-ils chaque année pour de tels cas ?

23.7556 Schläpfer. Décès dus à la chaleur

La Confédération publie désormais chaque année le nombre de décès dus à la chaleur. Cet indicateur semble permettre de mesurer à long terme les effets du changement climatique sur la santé et d'en déduire des mesures d'adaptation. Selon des études, le froid serait toutefois jusqu'à 10 fois plus dangereux que la chaleur.

Pourquoi le Conseil fédéral utilise-t-il un indicateur qui, sous cette forme, n'est pas comparable au niveau international ?

Ne conviendrait-il pas de recenser également les décès dus au froid ?

23.7559 Guggisberg. Physiothérapie. Les conséquences de l'intervention tarifaire pour les PME et l'offre de soins décentralisée ont-elles été examinées ?

Le Conseil fédéral propose, dans une consultation, de modifier la structure tarifaire pour les prestations de physiothérapie. Nombre de physiothérapeutes craignent de devoir fermer leur cabinet faute de pouvoir couvrir les frais courants.

- Le Conseil fédéral a-t-il examiné les conséquences de cette intervention tarifaire avant de la proposer ?

- Faut-il craindre des fermetures de cabinets de physiothérapie, et donc de PME puisque ces cabinets sont tous des PME ?

- Peut-on garantir que cette intervention tarifaire ne détériorera pas l'offre décentralisée de soins dans les zones rurales ?

23.7562 Wyss. Rupture du partenariat tarifaire sans disposer des données et sans vérifier la structure tarifaire en place

Le Conseil fédéral a mis en consultation une intervention dans la structure tarifaire des prestations de physiothérapie, la qualifiant de minimale. Selon le rapport explicatif, les données manquent pour procéder à une vérification en profondeur de la structure tarifaire ou pour revoir le modèle de coûts.

- Pourquoi le Conseil fédéral intervient-il dans la structure tarifaire puisque les données dont il dispose sont incomplètes ?

Quel rôle ont joué les caisses-maladie dans sa décision ?

- Quelles seront les conséquences de son intervention pour l'accès aux prestations de physiothérapie ?

23.7573 Weichelt. Logements protégés. Traitement différencié des rentiers AVS et AI

Le Conseil fédéral a ouvert la procédure de consultation relative à la modification de la loi sur les prestations complémentaires. Celle-ci vise à favoriser l'autonomie des personnes âgées et leur maintien à domicile. Les prestations complémentaires permettent de couvrir les frais de subsistance, tant pour les rentiers AVS que pour les rentiers AI. La Convention relative aux droits des personnes handicapées de l'ONU engage ses signataires à permettre aux personnes handicapées de mener une vie autonome.

Pourquoi le Conseil fédéral ne profite-t-il pas de la modification de la LPC pour réglementer le logement protégé pour les rentiers AI de manière similaire à celui pour les rentiers AVS, au lieu de vouloir créer une inégalité de traitement entre ces deux catégories de rentiers ?

23.7589 de Courten. Volume des économies réalisées grâce aux modifications de l'OAMal et de l'OPAS

Les deux CSSS ont soutenu le projet remanié de révision de l'OAMal et de l'OPAS, après avoir procédé à une consultation approfondie. Comme les primes de l'assurance-maladie augmentent à nouveau sensiblement cette année, des mesures visant à freiner la hausse des coûts sont d'autant plus demandées.

À combien s'élèvent les économies qu'ont permis de réaliser les mesures relatives à la fixation des prix (part relative à la distribution), celles relatives à la prise en charge des cas particuliers (art. 71) et celles relatives à l'augmentation de l'écart de prix des médicaments dont le brevet a expiré (génériques, biosimilaires) ?

23.7604 Porchet. Dépistage à domicile des IST: quelles conséquences au rigorisme réglementaire de Swissmedic sur la santé publique?

Cet été, Swissmedic a informé l'Aide Suisse contre le Sida que tout prélèvement par frottis pour le dépistage de la gonorrhée et chlamydia devait impérativement être réalisé par du personnel médical pour être conforme. En sus, la technique du pooling est aussi proscrite. Ces mesures entraîneront une augmentation des coûts de la santé, mais surtout une diminution annoncée des dépistages: quelles mesures le Conseil fédéral va-t-il prendre pour atténuer les risques sanitaires que cela représente?

23.7609 Müller-Altermatt. Physiothérapie. L'augmentation des coûts dans le secteur ambulatoire sera-t-elle compensée dans les hôpitaux ?

Le 16 août 2023, le Conseil fédéral a mis en consultation la révision de la structure tarifaire de la physiothérapie en raison de la hausse des coûts dans l'assurance de base.

- Quels sont les coûts supplémentaires engendrés par le passage de l'ambulatoire au milieu hospitalier pour le secteur ambulatoire de la physiothérapie ?

- Quelles économies sont réalisées en milieu hospitalier en raison des sorties d'hôpital plus rapides ?

- Sont-elles à l'origine d'une baisse du forfait par cas en fonction du diagnostic ?

Bureau**23.7557 Guggisberg. Combien a coûté la nouvelle œuvre d'art du Palais du Parlement ?**

Le mardi 12 septembre 2023, à l'occasion des 175 ans de la Constitution fédérale, une nouvelle œuvre d'art a été dévoilée sur la façade du bâtiment du Parlement, au-dessus de l'entrée principale. Elle se compose d'une mosaïque de plaques de céramique en terre cuite qui, pour le simple observateur, semble être un revêtement mural normal. Combien a coûté le projet dans son ensemble ?

23.7616 Aeschi Thomas. Fiasco de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale (1/3)

Étant donné la situation financière tendue de la Confédération, il serait intéressant de connaître le coût de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale qui a eu lieu le 12 septembre 2023 dans l'après-midi.

Quel a été le coût total des deux célébrations ?

Combien a coûté l'œuvre d'art « Tilo » (montage compris) ?

Combien a coûté la célébration sur la Place fédérale (sécurité comprise) ?

Combien a coûté la cérémonie proposée à l'Assemblée fédérale (frais de personnel compris) ?

23.7618 Aeschi Thomas. Fiasco de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale (2/3)

Étant donné la situation financière tendue de la Confédération, il serait intéressant de connaître le coût de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale qui a eu lieu le 12 septembre 2023 dans l'après-midi.

Quels cachets ont reçus Gilbert et Oleg (comiques), Claude Longchamp (historien membre du PS) et Joachim Rittmeyer (membre du comité de soutien de Paul Rechsteiner) (source : <https://paulrechsteiner.ch/joachim-rittmeyer-fuer-paul-rechsteiner/>) ?

23.7619 Aeschi Thomas. Fiasco de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale (3/3)

Le secrétaire général est-il prêt à soumettre en temps utile (au moins deux semaines à l'avance) à l'approbation des deux bureaux le programme des prochains discours ou cérémonies tenus devant l'Assemblée fédérale ?

23.7620 Matter Thomas. Responsable du projet des 175 ans de la Constitution fédérale

Qui était le responsable du projet de la célébration des 175 ans de la Constitution fédérale qui a eu lieu à l'Assemblée fédérale le 12 septembre 2023 ?